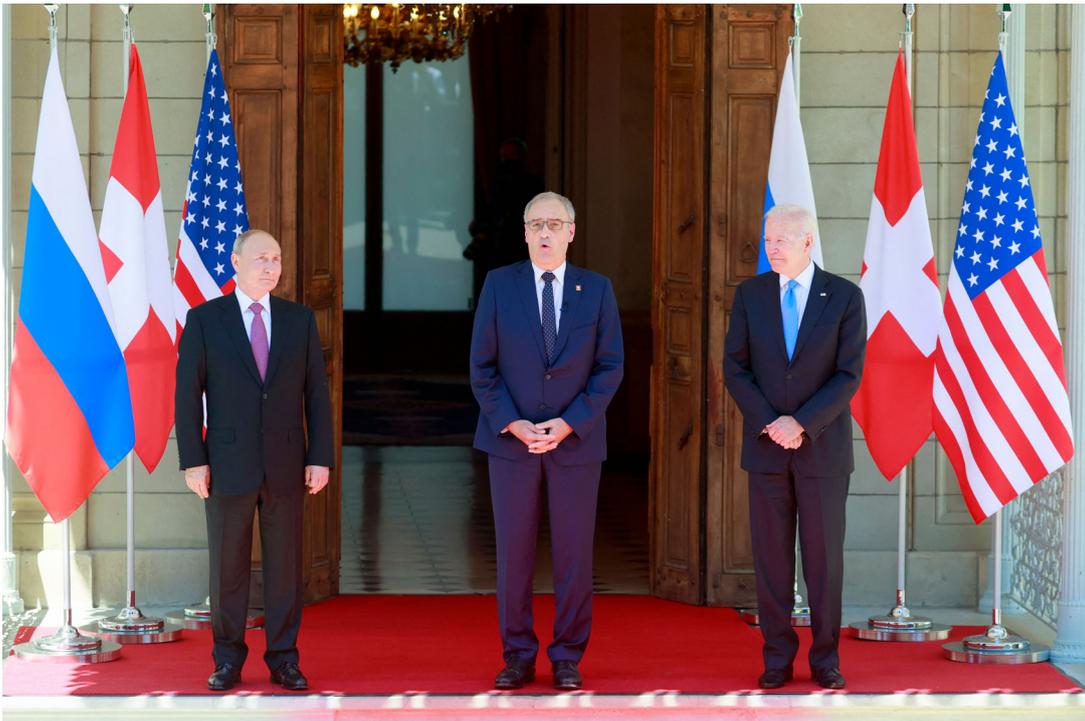




La Suisse vue de l'étranger en 2021

16 décembre 2021



En juin 2021, la rencontre au sommet, à Genève, entre le président des États-Unis Joe Biden et le président russe Vladimir Poutine a placé la Suisse au centre de l'attention des médias mondiaux.

L'ESSENTIEL EN BREF

- En 2021, la couverture de la Suisse dans les médias étrangers s'est concentrée, bien plus que les autres années, sur des sujets politiques. Les médias ont surtout porté leur attention sur la rencontre au sommet, à Genève, entre le président des États-Unis Joe Biden et le président russe Vladimir Poutine, les relations entre la Suisse et l'UE et diverses votations fédérales. La perception de la Suisse a varié selon le sujet traité et la région de diffusion des médias concernés. La rencontre au sommet a globalement suscité des avis positifs, tandis que les relations entre la Suisse et l'UE ont valu à notre pays des titres critiques dans les médias des pays voisins.
- En 2021, l'image de la Suisse à l'étranger a été dans l'ensemble variée et en général positive et stable. La Suisse occupe le 7^e rang dans une étude qui compare la perception de 60 pays au sein de la population étrangère (NBI). Elle confirme ainsi son classement de l'année précédente. Ce sont surtout la gouvernance et la qualité de vie qui font la renommée de la Suisse.
- Le grand public à l'étranger a également attribué de très bonnes notes à la Suisse pour sa gestion de la crise liée au COVID-19. Ces louanges s'expliqueraient toutefois davantage par la perception globalement positive de la Suisse que par une évaluation nuancée des mesures effectivement appliquées. Relevons que les médias ont accordé nettement moins de place à la lutte contre la pandémie que l'année précédente.

Aperçu

Partie intégrante du SG-DFAE, Présence Suisse a pour tâche d'observer la perception de la Suisse à l'étranger et d'en rendre compte, les résultats de cette observation devant servir à définir la communication internationale de la Suisse. Le présent rapport donne un aperçu de la façon dont la Suisse a été perçue à l'étranger en 2021. Sa première partie est consacrée à la **couverture de la Suisse dans la presse et sur les réseaux sociaux des autres pays**. En 2021, la couverture médiatique de la Suisse s'est concentrée sur des sujets politiques, qui ont occupé nettement plus de place que les autres années. Deux événements ont notamment valu une attention particulière à la Suisse. La rencontre au sommet, à Genève, entre le président des États-Unis Joe Biden et le président russe Vladimir Poutine a suscité des commentaires positifs dans le monde entier, puisqu'elle fut considérée comme un signe de détente en période d'instabilité politique au niveau mondial. Les relations entre la Suisse et l'UE ont au contraire régulièrement valu à la Suisse des articles critiques dans la presse des pays voisins. La rupture des négociations devant aboutir à un accord institutionnel a notamment été vue comme un tournant décisif. Dans l'ensemble, la Suisse a été moins présente dans les médias étrangers que les années précédentes, chose qui s'explique en priorité par le fait que le Forum économique mondial (WEF) ne s'est pas tenu à Davos en 2021. Jusqu'ici, cette manifestation a en effet considérablement accru la couverture médiatique de la Suisse.

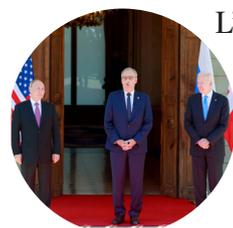
La deuxième partie du rapport se concentre sur la **perception de la Suisse par la population étrangère**. Se référant aux résultats de l'étude Anholt-Ipsos Nation Brands Index (NBI) de 2021, qui évalue la réputation de différents pays, elle identifie les forces et les faiblesses de la Suisse telles qu'elles sont perçues à l'étranger et compare son image avec celle des autres pays évalués.

Pour terminer, le rapport analyse le rapport entre l'image généralement positive de la Suisse et la perception très positive à l'étranger de la gestion de la pandémie de COVID-19 par la Suisse, ce dont témoigne le NBI.

La Suisse à travers le prisme de la presse étrangère et des réseaux sociaux

La Suisse au cœur de la politique mondiale : les sujets politiques dominant dans les médias étrangers

Les **relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE)** ont été régulièrement évoquées dans les médias étrangers, en particulier ceux d'Europe. Le volume des comptes-rendus s'est accru jusqu'au point culminant marqué par la rupture, le 26 mai, des négociations devant déboucher sur un accord institutionnel. Les articles sont devenus de plus en plus critiques à l'égard de la Suisse, en particulier dans les médias germanophones. Ceux-ci ont reproché à notre pays de manquer d'esprit de compromis. Ils ont souligné qu'en renonçant à l'accord, la Suisse se nuit surtout à elle-même, s'isolant encore davantage. Si les échos ont le plus souvent été factuels dans d'autres pays, ils désignent toutefois clairement la Suisse comme responsable de l'échec de l'accord. Quelques voix s'élèvent toutefois pour apporter leur soutien à la Suisse, en particulier dans les médias eurosceptiques de Grande-Bretagne. Avec un peu de recul, de nombreux médias européens ont analysé l'échec de l'accord dans des articles fond. Selon ceux-ci, la principale cause de cet échec résiderait dans le fait que la Suisse souhaite bénéficier d'un accès au marché communautaire, sans en accepter les contraintes. En conséquence, elle serait ostracisée. La décision prise peu après par la Suisse d'acquérir des avions de combat F-35, produits aux États-Unis, et d'écarter les options européennes a suscité de nombreux commentaires critiques, surtout dans les médias français, qui l'ont interprétée comme un nouveau camouflet infligé à Bruxelles et à Paris. La rencontre, en novembre, entre le conseiller fédéral Ignazio Cassis et le vice-président de la Commission européenne Maroš Šefčovič a surtout été commentée dans les médias des pays voisins, parfois en termes critiques. L'opinion qui prévaut est que la Suisse ne suit aucun plan précis dans sa politique européenne et qu'elle cherche à gagner du temps.



L'événement le plus largement couvert par les médias internationaux au cours de l'année 2021 a été sans conteste la **rencontre au sommet, à Genève, entre le président américain Joe Biden et le président russe Vladimir Poutine**. Les relations entre les États-Unis et la Russie ayant jusqu'alors été tendues, la seule perspective de la rencontre, annoncée fin mai, a déjà suscité nombre de réactions dans les médias étrangers. Ceux-ci ont en majorité jugé de manière positive le rôle de la Suisse en tant qu'État hôte : compte de tenu de sa discrétion et de sa traditionnelle neutralité, la Suisse, et plus spécialement Genève, se prêtait idéalement à la tenue d'une telle rencontre. La Suisse n'étant pas membre de l'OTAN, le choix du lieu a été bien accueilli en Russie également. Les journalistes se sont aussi intéressés aux différents aspects logistiques et organisationnels de l'événement. Enfin, la tenue, le 16 juin, de cette rencontre au sommet qualifiée d'historique a été couverte de manière inédite dans les médias internationaux. Les comptes-rendus se sont concentrés sur les deux protagonistes ainsi que sur les sujets et les résultats des entretiens. Dans ce contexte, Genève et la Suisse ont bénéficié dans les médias d'une présence inégalée depuis plusieurs années. De nombreux articles ont fourni des détails sur des points tels que la Genève internationale, les bons offices de la Suisse, sa neutralité et sa tradition d'État hôte. Des images télévisées ont par ailleurs mis en évidence l'attrait touristique de Genève et de la Suisse, tout en illustrant le sens de l'organisation helvétique. La réception des deux chefs d'État par le président de la Confédération Guy Parmelin a également été abondamment relayée, nombre de médias reprenant son expression qui qualifie Genève de « ville de la paix ». Cette couverture médiatique internationale a eu une influence très positive sur la perception de la Suisse, tant par le volume des comptes-rendus et par l'accroissement de la visibilité de notre pays, qu'en ce qui concerne le rôle international de la Suisse. Les médias ont encore eu l'occasion d'évoquer les bons offices de la Suisse et de la Genève internationale durant le reste de l'année, par exemple lorsque la Suisse a accueilli le Forum de dialogue politique libyen et les entretiens de médiation sur Chypre. Dans le cadre de la rencontre de haut rang entre les États-Unis et la Chine à Zurich, les médias n'ont pas manqué de souligner les raisons de choisir la Suisse, en particulier pour sa neutralité et sa non-participation aux sanctions visant la Chine.

Répartis sur l'année, de nombreux comptes-rendus spécifiques se sont penchés sur les **relations entre la Suisse et la Chine**. Au début de l'année, divers médias d'Europe et d'Asie ont critiqué une convention, qualifiée d'« accord secret », que la Chine et la Suisse ont conclue sur leur collaboration dans le domaine migratoire. Quant à la stratégie Chine 2021-2024, publiée en mars, elle a surtout été commentée dans les médias de Taïwan, de Hongkong et de la diaspora. En majorité factuels, les articles ont mis l'accent sur le contenu de la stratégie, considéré comme modéré hors de Chine, ainsi que sur la réaction critique de l'ambassadeur de Chine à Berne. En septembre, c'est l'ambassade de Suisse en Chine qui réagit à des articles parus dans les médias chinois au sujet des allégations d'un scientifique suisse fictif sur l'origine du coronavirus. Sa réaction est très vite devenue virale. La déclaration de l'ambassade émettait des doutes quant à l'existence de ce scientifique et recommandait d'éviter la propagation de fake news. La réaction a été rapportée dans de nombreux médias du monde entier, pendant plusieurs mois. La déclaration originale de l'ambassade de Suisse a été très largement diffusée sur les réseaux sociaux, tant Twitter que Weibo. En automne, des sociétés suisses renommées, comme Credit Suisse et Audemars Piguet, ont fait l'objet de critiques pour une attitude jugée obséquieuse à l'égard de la Chine par des médias de toute l'Europe. À diverses reprises réparties sur l'année, différents médias ont commenté, sans raison particulière, les relations entre la Suisse et la Chine. Le ton de ces commentaires a varié selon le pays des médias. Alors que la presse chinoise considérait la Suisse comme un partenaire important, celle d'autres pays, notamment les États voisins, a critiqué la Suisse pour la « cour » qu'elle faisait à la Chine.

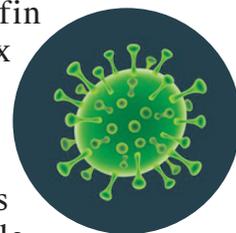


Comme par le passé, différents objets soumis au **vote populaire** en 2021 ont été largement commentés par les médias. Cette année, la population suisse s'est prononcée sur des sujets qui ont également alimenté des débats passionnés dans d'autres pays. L'actualité de ces sujets a multiplié le nombre des comptes-rendus diffusés. Deux objets ont en particulier été évoqués dans les médias du monde entier : l'adoption, en mars, de l'initiative populaire « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage » et celle, en septembre, du « Mariage pour tous ». Avant le scrutin, l'initiative préconisant l'interdiction de se dissimuler le visage a régulièrement attiré l'attention des médias étrangers et son adoption a reçu un écho médiatique hors du commun dans le monde entier. Le résultat du vote a le plus souvent été rapporté de manière précise, objective et équilibrée. De nombreux journaux, notamment dans les pays voisins et dans le monde islamique, ont critiqué ce résultat dans des articles plus détaillés, le qualifiant d'islamophobe. Quelques médias conservateurs se sont félicités de cette interdiction du port du voile. La presse a également relayé les critiques de la Haute-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme. Sur les réseaux sociaux, les commentaires du vote ont été très polarisés. L'adoption du « Mariage pour tous » a également attiré l'attention des médias mondiaux, le ton des articles allant du compte-rendu neutre à des louanges explicites. Les médias se sont déclarés positivement surpris par la grande retenue dont la population suisse a fait preuve face à ce projet. Certains journaux ont même affirmé que la population suisse s'avérait plus ouverte qu'on ne le pensait souvent. Comme chaque année, d'autres votations ont également été plus ou moins largement relayées à l'étranger. La possibilité dont jouit la population suisse de se prononcer régulièrement sur certains sujets est décrite chaque année comme une particularité helvétique. En mars, outre la votation sur l'interdiction de se dissimuler le visage, les médias ont commenté celle portant sur l'accord de libre-échange avec l'Indonésie et celle sur l'identité électronique. En juin, les médias étrangers ont en particulier rendu compte des deux initiatives concernant l'agriculture et du référendum sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT), ces dernières ayant parfois essuyé des critiques pour leur large définition du terrorisme. Le référendum concernant la loi sur le COVID-19, soumis au vote en juin, n'a guère suscité l'intérêt des médias étrangers, sauf dans les pays voisins, où les commentaires ont salué la volonté de légitimer la politique en matière de coronavirus dans le cadre de la démocratie directe. Alors que la crise sanitaire connaît un regain de vigueur dans toute l'Europe, le soutien populaire à la loi sur le COVID-19, renouvelé en novembre dans les urnes après un référendum, a retenu



d'avantage l'attention médiatique. Avant le scrutin, les articles ont avant tout évoqué les fortes tensions entre partisans et opposants aux mesures appliquées en Suisse ; une fois le résultat du vote connu, ils ont souligné le large appui accordé par la population à la politique suisse face à la pandémie. L'adoption, lors de la même votation, de l'initiative sur les soins infirmiers constituerait par ailleurs un message clair à l'intention des milieux politiques : la lutte contre la pandémie doit s'accompagner de mesures sociales adéquates en faveur des personnes travaillant dans les soins. Les médias des pays voisins ont par ailleurs évoqué les conséquences que cette initiative pourrait entraîner sur le marché de l'emploi de leur propre pays.

Malgré les deux référendums contre la loi sur le COVID-19, les médias étrangers ont consacré moins de place que l'année précédente à la **pandémie de COVID-19** en Suisse. Au début de l'année, les comptes-rendus évoquaient encore la décision, prise par la Suisse fin 2020, de ne pas fermer ses stations de ski, contrairement à ses voisins. Ce choix a été vu d'un œil critique par la majorité des médias étrangers. En février, la décision d'assouplir pour la première fois les mesures de protection, malgré une situation épidémiologique fragile, a déclenché de nouvelles réactions critiques, notamment dans les médias germanophones. Par la suite, certains journalistes ont vu dans le chemin insolite emprunté par la Suisse un modèle envisageable, dans une certaine mesure, pour leur propre pays. Certains journalistes ont commenté de manière positive l'aide fournie par la Suisse à d'autres pays. Durant l'été et l'automne, les médias internationaux se sont intéressés aux deux scrutins portant sur la loi sur le COVID-19 et se sont brièvement concentrés sur le manque de volonté, particulièrement frappant par rapport au reste de l'Europe de l'Ouest, de la population de pays germanophones à se faire vacciner. Comme nous le décrivons en détail ci-après, le public étranger a dans l'ensemble, et malgré les avis contrastés des médias, jugé de manière très positive la gestion de la pandémie de COVID-19 en Suisse.



La **place financière et la politique fiscale** ont été nettement moins présentes dans les médias en 2021 que l'année précédente. Cette année, la couverture médiatique s'est concentrée sur diverses affaires impliquant Credit Suisse, notamment la perte de plusieurs milliards à la suite de transactions avec les sociétés d'assurance Archegos et Greensil, puis la manière dont la banque a réagi, ces deux points ayant soulevé de vives critiques. D'autre part, la banque a à nouveau attiré l'attention des médias après la conclusion de deux enquêtes de la FINMA et pour avoir accepté de verser des pénalités financières à des autorités étrangères. Ces affaires portaient sur la filature d'anciens collaborateurs et collaboratrices et l'octroi d'un crédit au Mozambique (« tuna bonds »), qui a déclenché un scandale de corruption. Dans les deux cas, tant la FINMA que les médias par la suite ont reproché à la grande banque de graves erreurs de comportement. Durant le reste de l'année, les médias ont régulièrement relayé ces sujets. En dehors des affaires du Credit Suisse, les médias des pays concernés se sont entre-temps intéressés à divers cas de blanchiment d'argent ou à l'existence de comptes probablement non déclarés. Les procès contre l'UBS et dans le cas de la fraude fiscale « CumEx » n'ont jusqu'ici guère attiré l'attention des médias étrangers. Ceux-ci ont publié divers commentaires positifs sur les monnaies numériques en relation avec la Suisse et les médias indiens ont salué l'échange automatique d'informations conclu avec l'Inde. Dans les articles consacrés à une taxation minimale des entreprises au niveau mondial, la Suisse a été mentionnée comme l'exemple probable d'un paradis fiscal. Quant à la couverture de l'affaire des Pandora Papers, la Suisse n'était plus au centre de l'attention des médias. Dans des articles consacrés à des personnalités locales, les médias ont toutefois évoqué leur recours à des prestations jugées douteuses d'avocats ou d'institutions financières helvétiques. Ce genre de critiques ont été reprises sur les réseaux sociaux. Ce fut aussi l'occasion de remettre au goût du jour les stéréotypes négatifs concernant la place financière suisse.



Bien que ses activités aient été moins commentées et rapportées de manière plus factuelle que l'année précédente, la **justice** suisse a, cette année aussi, attiré l'attention des médias étrangers. Les articles ont notamment porté sur le Ministère public de la Confédération. Ses investigations visant le grand patron de la Banque nationale libanaise lui ont valu des commentaires plutôt positifs, surtout sur le plan local, mais aussi en général. Les médias, russes surtout, se sont



contentés d'annoncer, de manière factuelle, l'abandon en juillet et après dix ans, de l'enquête sur une affaire russo-suisse de blanchiment d'argent (affaire « Magnitsky »). Les médias occidentaux ont au contraire sévèrement critiqué le Ministère public de la Confédération, exprimant des suspicions de corruption et doutant de la volonté de la Suisse de tirer au clair des affaires, plutôt douteuses, se déroulant sur son marché financier. Les articles rapportant divers jugements de la justice pénale suisse se sont surtout montrés positifs. Le procès pour corruption et le verdict prononcé par le Tribunal correctionnel de Genève contre le négociant en matières premières israélien Beny Steinmetz ont été largement couverts dans les médias étrangers. Ceux-ci saluent les efforts déployés dans le monde par les autorités genevoises de poursuite pénale. La condamnation de Beny Steinmetz à une peine de cinq ans de prison et au paiement d'une importante indemnité pour corruption a été considérée comme un signal historique pour l'ensemble du secteur des matières premières. La condamnation par le Tribunal pénal fédéral de Bellinzone d'un ancien chef rebelle libérien pour des crimes de guerre commis durant le premier conflit civil qui a déchiré le Libéria a également valu des commentaires positifs à la justice suisse. Selon les médias, il s'agissait de la première condamnation au monde prononcée en lien avec la guerre civile au Libéria et c'est aussi la première fois dans l'histoire de la Suisse qu'un tribunal civil était appelé à juger des crimes de guerre. L'arrestation de l'homme d'affaires russe Vladislav Kliouchine par les autorités suisses et l'annonce de son extradition vers les États-Unis ont plutôt fait l'objet de critiques, en particulier dans les médias russes. Après avoir été présentée presque exclusivement sous un jour peu favorable l'année dernière et vivement critiquée par les médias étrangers, la justice suisse a été perçue de manière plutôt positive en 2021. Les médias ont surtout mis en avant des démarches activement entreprises par la Suisse pour lutter contre des abus perpétrés à l'échelle mondiale. De nombreux médias du monde entier ont commenté brièvement et de manière factuelle l'ouverture de la procédure pénale engagée par le Ministère public de la Confédération contre Joseph Blatter, ancien président de la FIFA, et contre Michel Platini, ancien président de l'UEFA. Alors que le débat s'animait autour de l'initiative sur la justice, les médias allemands ont critiqué le système judiciaire suisse, leurs commentaires portant sur des points déjà relevés auparavant, telle que la prescription d'un procès visant des responsables du football.

Plusieurs **grands événements sportifs auxquels la Suisse a participé** ont fait parler d'eux dans le monde entier, les médias mettant largement en avant les bonnes performances des athlètes suisses. L'accent a été mis sur le Championnat d'Europe de football, dans lequel la Suisse est parvenue à atteindre les quarts de finale. La victoire de l'outsider helvétique contre la France a notamment été remarquée dans le monde entier. Les médias ont fait l'éloge de la combativité de l'équipe et commenté avec surprise les explosions de joie inhabituelles dans les rues suisses. Ils ont également repris un mème devenu viral et se sont fait l'écho des questions de société que suscite l'équipe nationale. Aux Jeux olympiques, les journalistes ont eu les yeux rivés sur le triplé des vétérans suisses. Les performances des joueuses de tennis Belinda Bencic et Viktorija Golubic ne sont pas non plus passées inaperçues. La multiplication de ces articles a contribué à rendre visibles des aspects rarement associés à la Suisse, comme les performances sportives dans de multiples domaines et l'expression publique des émotions. Cela nuance l'image traditionnelle et modeste que l'on a de la Suisse. Comme d'autres années, la couverture médiatique de la Suisse a inclu des succès en ski alpin ainsi que divers événements concernant le joueur de tennis Roger Federer, telle sa participation, avec Robert de Niro, au tournage d'un spot publicitaire de Suisse Tourisme.



En 2021, les médias étrangers ont évoqué l'**art et la culture** suisses à de nombreuses occasions. Le centenaire de l'écrivain suisse Friedrich Dürrenmatt a en particulier fait l'objet d'un nombre remarquable d'articles publiés au-delà du monde germanophone. La presse a salué en lui un monument de la littérature d'expression allemande. Le décès du poète suisse Philippe Jacottet a attiré l'attention, également en dehors de l'espace francophone. Diverses expositions, en Suisse et à l'étranger, consacrées à des artistes suisses, tels Alberto Giacometti ou Sophie Täuber-Arp, ont suscité des commentaires extrêmement positifs dans les médias étrangers. Ceux-ci ont également fait l'éloge du Festival du film de Locarno. Les médias occidentaux se sont beaucoup intéressés à l'inauguration de l'extension du Kunsthaus de Zurich et à la gestion par ce musée de la collection d'art d'Emil Bührle. Si la presse a relevé la valeur artistique et historique de la collection, quelques médias européens ont critiqué le sort réservé à des biens culturels acquis durant la Seconde Guerre mondiale. Les médias du monde entier ont rapporté le décès du théologien Hans Küng en soulignant ses origines suisses. Ils ont salué en lui l'un des théologiens les plus influents du monde.



Le thème de l'**égalité** a été repris dans des articles consacrés au cinquantenaire du droit de vote et d'éligibilité des femmes au niveau national. Les médias germanophones ont saisi l'occasion pour analyser la situation actuelle de la politique en matière d'égalité, soulignant notamment les progrès que la Suisse doit encore faire. Des commentaires très négatifs ont été consacrés au titre, jugé sexiste, d'un article paru dans l'Aargauer Zeitung sur la nomination de Ngozi Okonjo-Iweala au poste de secrétaire générale de l'OMC – dont le titre la qualifiait de « grand-mère ». Tout au long de l'année, des articles de fond ont été consacrés à des sujets apparentés, telle la politique familiale suisse, souvent jugée insatisfaisante. Comme mentionné plus haut, les médias étrangers ont néanmoins reconnu que, contrairement à l'image souvent relayée par les médias, la population suisse fait preuve d'ouverture face à de tels sujets, comme l'a prouvé l'adoption de l'initiative « Mariage pour tous ».

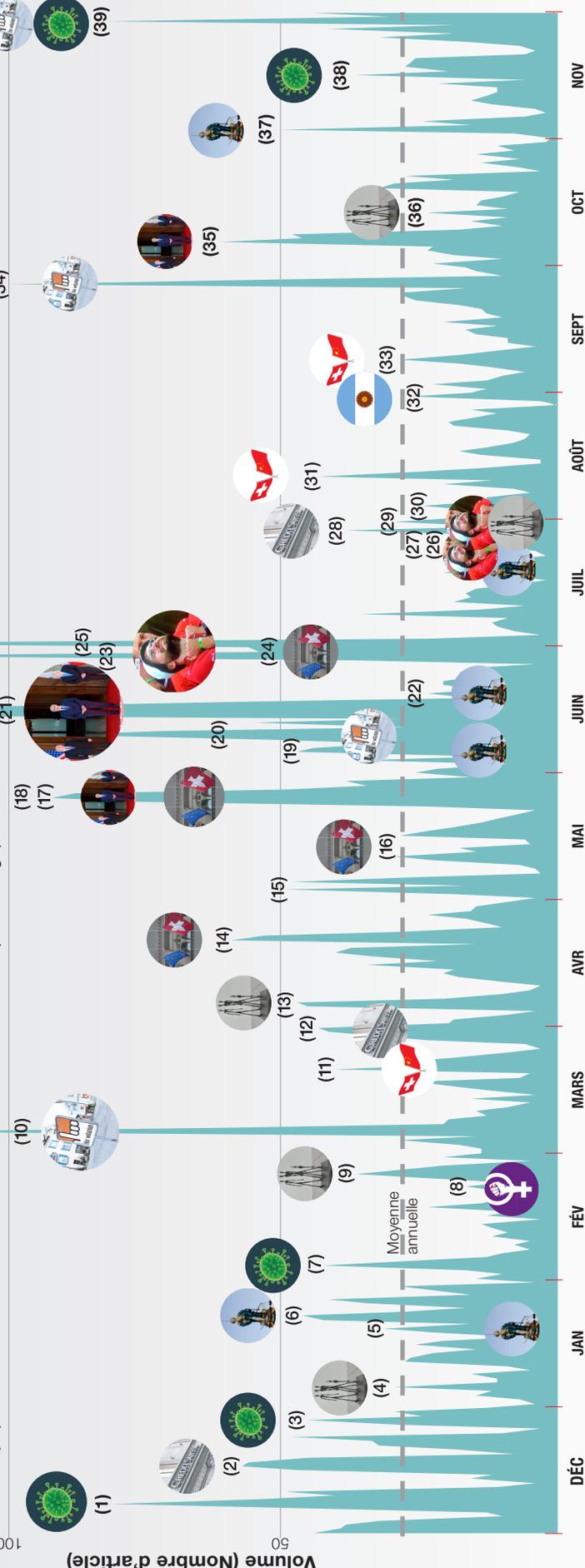


En Argentine, un débat sur les mérites comparés de la **sécurité en Argentine et en Suisse** a fait l'actualité, tant dans les médias classiques que sur les réseaux sociaux argentins. Il a été déclenché par une réflexion de Sabina Frederic, la ministre argentine de la Sécurité : selon elle, il est vrai qu'il y a de la criminalité en Argentine et que la Suisse est plus sûre, mais que celle-ci est aussi plus ennuyeuse. Ces déclarations ont suscité des critiques vives, et la ministre a démissionné quelques semaines plus tard. À cette occasion, notre pays a été présenté sous un éclairage le plus souvent très positif dans les médias : la Suisse est un pays sûr où il fait bon vivre. La réaction de l'ambassadeur de Suisse à la comparaison faite par la ministre est d'ailleurs devenue virale. Dans son tweet, il a inséré un lien vers la vidéo pleine d'autodérision de Suisse Tourisme, déjà évoquée plus haut, dans laquelle Robert de Niro se plaint à Roger Federer du manque d'action en Suisse. Le tweet a connu une diffusion exceptionnelle et de nombreux médias argentins ont jugé qu'il constituait une réaction pleine d'esprit à une comparaison inappropriée.



Évolution de la couverture médiatique étrangère en lien avec la Suisse, 01.12.2020 — 30.11.2021

(1) COVID-19 : annulation du WEF 2021 Davos, interruption des liaisons ferroviaires entre la Suisse et l'Italie (2) Considération de la Suisse comme manipulateur de devises par les Etats-Unis (3) COVID-19 : soupçons de non-respect des dispositions sur la quarantaine par des touristes venus de Grande-Bretagne (4) Centenaire de Friedrich Dürrenmatt (5) Enquête du Ministère public de la Confédération contre la Banque centrale libanaise (6) Condamnation du négociant de matières premières Beny Steinmetz à Genève (7) COVID-19 : le vaccin d'AstraZeneca n'est pas homologué en Suisse (8) Un titre dans un journal suisse sur Ngozi Okonjo-Iweala lance un débat sur le sixième (9) Décès du poète Philippe Jaccottet (10) Votation du 7 mars : adoption de l'initiative populaire « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage » (11) Publication de la stratégie du Conseil fédéral concernant la Chine (12) Credit Suisse : pertes attendues de plusieurs milliards (13) Décès du théologien Hans Küng (14) Président de la Confédération Guy Parmelin à Bruxelles : discussions sur l'accord-cadre Suisse-JE (15) Décès d'une collaboratrice de l'Ambassade de Suisse en Iran (16) Accord-cadre Suisse-JE (17) Annonce du sommet Biden-Poutine à Genève (18) Rupture des négociations sur l'accord-cadre Suisse-JE (19) L'arrestation de Vladislav Klouchine est rendue publique (20) Votations du 13 juin : loi Covid-19, initiatives agricoles, référendum MPT (21) Sommet Biden-Poutine à Genève (22) Le Tribunal pénal fédéral condamne un ancien chef rebelle libérien pour crimes de guerre (23) UEFA-Euro 2020 : victoire de la Suisse en huitièmes de finale contre la France (24) Décision du Conseil fédéral en faveur de l'avion de combat F-35A (25) UEFA-Euro 2020 : quarts de finale Suisse-Espagne (26) Abandon de l'enquête sur l'affaire russo-suisse de blanchiment d'argent « Magnitsky » par le Ministère public de la Confédération (27) Jeux olympiques de Tokyo : triplé suisse (VTT) (28) Credit Suisse : rapport d'enquête sur l'affaire Archegos (29) Jeux olympiques de Tokyo : médaille d'or Belinda Bencic (tennis) (30) Ouverture du Festival du Film de Locarno (31) Diplomatie sur Twitter : scientifique suisse fictif, tweet rectificatif de l'Ambassade de Suisse en Chine (32) Diplomatie sur Twitter : débat sur la comparaison Argentine-Suisse (33) Critique des relations commerciales de 2 entreprises suisses avec la Chine (34) Votations du 26 septembre : approbation de l'initiative « Mariage pour tous » (35) Rencontre de haut niveau entre les Etats-Unis et la Chine à Zurich (36) Extension Kunsthaus Zürich (37) Le Ministère public de la Confédération ouvre une procédure pénale contre Blatter et Platini (38) COVID-19 : situation en Suisse (39) Votation du 29 novembre : loi sur le COVID-19 et situation épidémiologique en Suisse.



Principaux événements en lien avec la Suisse couverts par la presse étrangère et présentés dans l'ordre chronologique. Les événements ont été sélectionnés en raison de leur importance et du volume d'articles générés ; ils sont détaillés dans le présent rapport.

Fig. 1

Perception de la Suisse auprès de la population étrangère : parmi les dix premiers pays dans presque tous les domaines

L'image de la Suisse ne dépend pas seulement de sa présentation dans la presse étrangère et sur les réseaux sociaux. D'autres facteurs contribuent aussi à déterminer sa perception auprès de la population étrangère. Le Nation Brands Index (NBI)¹ est un moyen approprié pour mesurer la réputation de la Suisse auprès du grand public étranger et la comparer avec celle d'autres nations. Le NBI évalue chaque année la force et l'attractivité des images des pays. Il analyse la perception de la Suisse et de 59 autres nations par la population de vingt pays du monde entier, sélectionnés sur la base de leur poids économique et géopolitique. Il révèle les forces et les faiblesses de l'image de la Suisse et montre de quelle façon la perception de la Suisse a évolué au cours des dernières années. L'indice de réputation NBI considère six dimensions : produits d'exportation et innovation, gouvernance, culture et sport, population, tourisme, attractivité du pays et qualité de vie. Chacune d'elles inclut plusieurs indicateurs.

Comme l'année précédente, la Suisse occupe le septième rang, derrière la France et les États-Unis, sur un total de 60 pays (cf fig. 2). L'Allemagne, le Canada et le Japon sont les trois premiers du classement. Ce très bon classement montre que la Suisse jouit d'une excellente image à l'étranger. Elle arrive d'ailleurs en tête des pays de taille moyenne. Le classement de la Suisse varie cependant dans les différents pays sondés : notre pays obtient les meilleures notes en Allemagne (2^e rang) et au Canada (3^e rang), et de moins bonnes notes en Italie et en Suède (11^e rang dans ces deux pays).

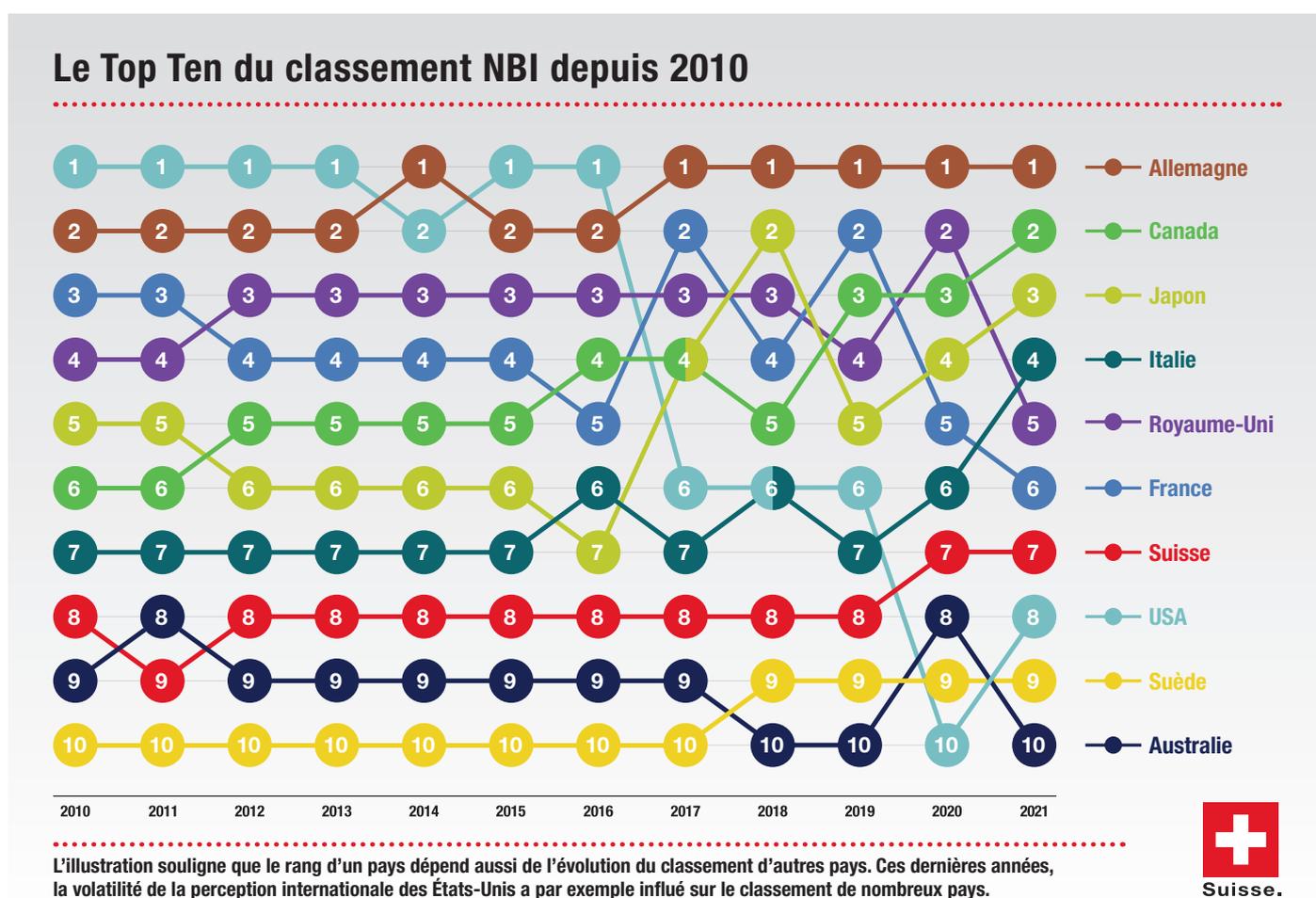
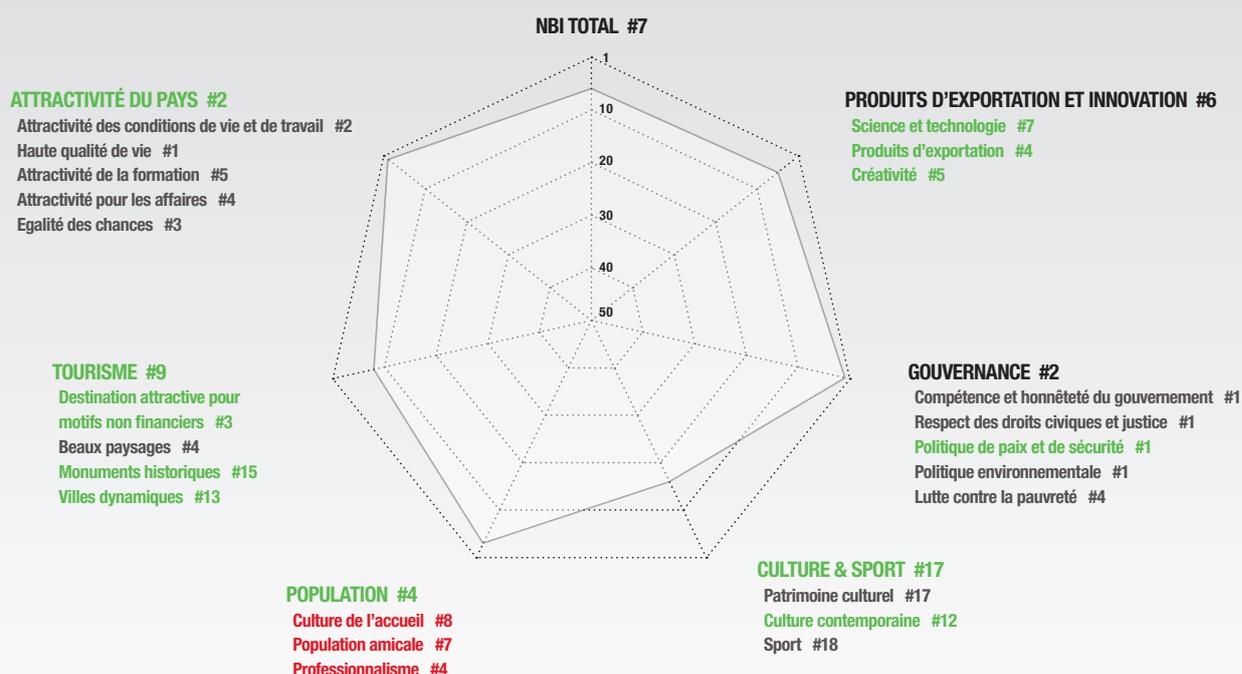


Fig. 2

¹ Le Anholt-Ipsos Nation Brands Index (NBI) réalise des enquêtes sur l'image de 60 pays. Il prend en compte les six dimensions : produits d'exportation et innovation, gouvernance, culture et sport, population, tourisme, attractivité du pays et qualité de vie. Le NBI est mesuré dans 20 pays et s'est basé en 2021 sur un échantillon total de 60'081 entretiens. Ceux-ci ont été menés avec des adultes de plus de 18 ans disposant d'un accès à Internet. Les vingt pays interrogés sont les suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Italie, Japon, Mexique, Pologne, Russie, Suède et Turquie.

Les personnes interrogées placent la Suisse parmi les dix premiers pays pour cinq dimensions sur six. Comme les années précédentes, il s'agit des quatre dimensions produits d'exportation et innovation, gouvernance, population et attractivité du pays, auxquelles est venue s'ajouter cette année celle du tourisme (cf. fig 3). En matière de **gouvernance** ainsi que d'**attractivité du pays et de qualité de vie**, la Suisse occupe même la deuxième place. Notre pays est en effet perçu comme doté d'une gouvernance compétente et équitable, qui s'engage beaucoup dans la protection de l'environnement ainsi que pour la paix et la sécurité. La Suisse obtient la première place pour ces quatre indicateurs. Elle arrive également en tête pour ce qui est de la qualité de vie.

Image de la Suisse selon le Nation Brands Index 2021



L'illustration présente le profil de la Suisse pour les 23 domaines d'analyse du NBI. Les six segments représentent les dimensions que recouvre le NBI. Pour des raisons de lisibilité, l'axe du diagramme ne reproduit que les 50 premiers rangs. La couleur verte indique une amélioration et la couleur rouge une détérioration par rapport à 2020. Le noir signifie qu'aucune modification n'a été enregistrée. La méthode appliquée peut engendrer des écarts entre les dimensions et les indicateurs. Exemple : pour la dimension « population », la Suisse occupe le 4^e rang sur 60 pays dans la perception du public de vingt pays. Pour les indicateurs de cette dimension, elle n'occupe toutefois que les rangs 8, 7 et 4.



Fig. 3

La 9^e place dans la dimension **tourisme** est également réjouissante, puisqu'elle reflète une progression de deux rangs. La Suisse a également une marge de progression dans la dimension **culture et sport**, où elle se place au 17^e rang. Pour ce qui est des **produits d'exportation et de l'innovation**, la Suisse occupe le 6^e rang. Elle est perçue non seulement comme un fabricant de produits de haute qualité, mais aussi comme un pays qui accorde de la place à la créativité, à la recherche et aux innovations de la science. La figure 4 illustre l'évaluation de la Suisse dans les différents pays pour la dimension produits d'exportation et innovation. Relevons que sa perception varie d'un pays à l'autre : la Suisse est perçue comme nettement plus novatrice en Allemagne qu'en Italie.

Classement de la Suisse parmi les pays évalués par rapport à la dimension « produits d'exportation et innovation » (NBI 2021)

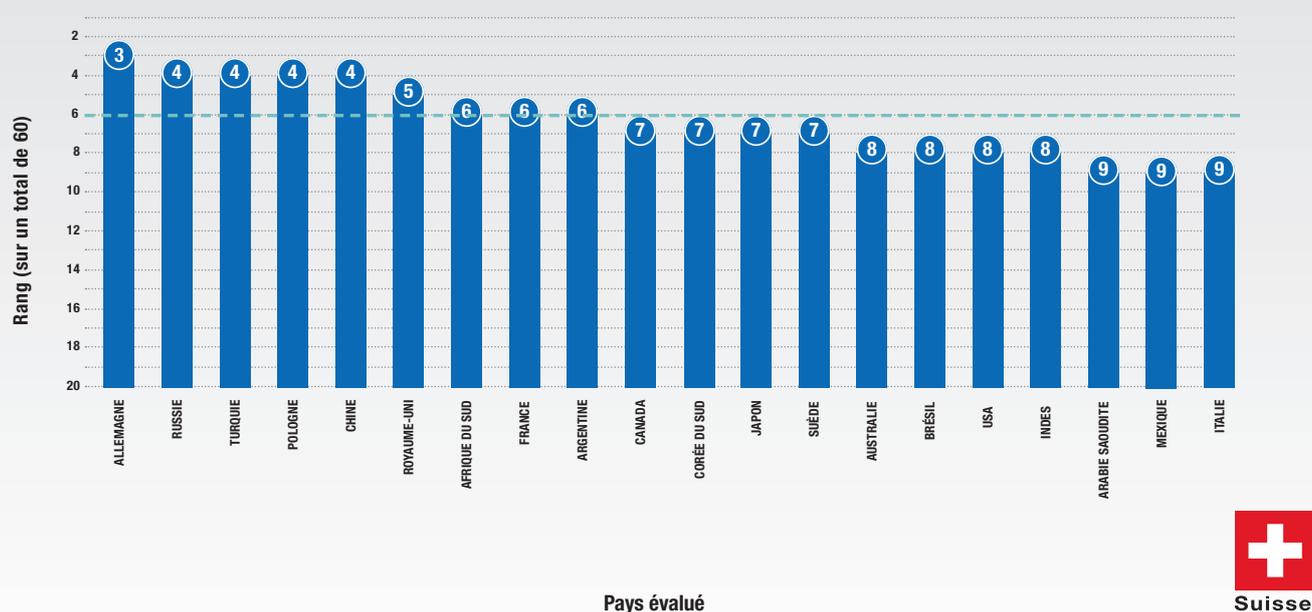


Fig. 4

Gestion de la pandémie de COVID-19 : une perception positive en raison de la bonne image générale du pays

Depuis 2020, l'enquête du NBI porte également sur la perception de la manière dont les 60 pays évalués gèrent la crise sanitaire. Dans ce domaine, la Suisse occupe la première place avec la Nouvelle-Zélande, le Canada et l'Allemagne. Selon la perception subjective des personnes interrogées à travers le monde pour établir le NBI, ces pays sont ceux qui gèrent au mieux la pandémie de COVID-19. L'enquête a été réalisée en juillet et août 2021. Parmi les autres pays bien classés en 2021, l'Australie, la Norvège et la Suède occupent le 2^e rang, tandis que la Finlande, la Grande-Bretagne, l'Islande, le Japon et l'Autriche se classent au 3^e rang.

Il convient toutefois d'interpréter les résultats de ce sondage avec précaution. La majeure partie de la population ne connaîtra que de manière superficielle tous les aspects de la gestion des crises dans les différents pays. Y font peut-être exception les populations de pays (comme la Nouvelle-Zélande) qui sortent du lot pour leur manière de gérer la crise du COVID-19. Force est donc de supposer que nombre des personnes interrogées pour l'établissement du NBI ne connaissent pas les mesures exactes déployées par un pays pour lutter contre la pandémie et que leur appréciation se base avant tout sur une perception générale. Une bonne image globale se répercute dans une certaine mesure sur la perception d'un pays par rapport à certaines dimensions spécifiques, en l'occurrence la gestion de la crise du COVID-19.

Diverses observations le confirment : les pays qui sont bien perçus quant à leur gestion de la crise du COVID-19 jouissent également d'une excellente image internationale. En 2021, l'Allemagne et le Canada occupaient respectivement le 1^{er} et le 2^e rang pour ce qui est de l'image générale. La Suisse jouit aussi d'une excellente image, en particulier pour ce qui est de la gouvernance (2^e rang), soit la principale dimension qui détermine la gestion des crises. La Nouvelle-Zélande constitue un cas à part. Si elle figure certes en tête du classement, avec trois autres pays, pour

ce qui est de la gestion de la crise du COVID-19, elle n'est que 14^e en ce qui concerne son image générale. En matière de gestion de la crise, elle se distingue toutefois des trois autres pays par sa stratégie « zéro COVID », qui lui a valu une grande attention dans le monde entier. Dans ce cas, l'appréciation très positive de la Nouvelle-Zélande s'explique pour l'essentiel par les mesures qu'elle a appliquées, perçues comme efficaces et largement appréciées au moment du sondage. Une bonne image générale peut donc atténuer certains effets négatifs en temps de crise.

Conclusion : l'image de la Suisse à l'étranger en 2021 – Le regard des médias sur le positionnement du pays en Europe et dans le monde

En 2021, la couverture médiatique de la Suisse a été marquée par des **sujets politiques**. Ce constat reflète d'ailleurs l'importance croissante de la géopolitique durant l'année écoulée. Dès qu'un lien pouvait être établi avec la Suisse dans ce contexte, notre pays était assuré de s'attirer l'attention des médias. Aucun événement individuel lié à la Suisse n'avait depuis longtemps généré autant de couverture médiatique que la rencontre au sommet entre le président américain Joe Biden et le président russe Vladimir Poutine à Genève. La Suisse a été largement louée pour le rôle qu'elle a assumé. Tout au long de l'année, les médias étrangers ont commenté d'autres sujets politiques, comme les relations entre la Suisse et l'UE ou les relations entre la Suisse et la Chine. Dans ces cas, et surtout selon le pays d'origine des médias, le ton était majoritairement plus critique. Certains journalistes, en particulier dans les pays voisins, ont alors reproché à la Suisse des points qui lui avaient valu des louanges lors de la rencontre au sommet. La volonté de la Suisse de conserver une certaine marge de manœuvre et de suivre une voie bien à elle et relativement indépendante – qui la prédestine, selon la presse, à jeter des ponts entre les grandes puissances – a également suscité l'irritation des médias, européens en particulier, dans d'autres contextes. Ce fut le cas lorsque les médias occidentaux ont eu l'impression que la Suisse campait sur ses positions face aux pays occidentaux, qu'elle s'isolait ou manquait de solidarité.

Différentes votations fédérales ont aussi été largement couvertes par les médias étrangers en 2021. Ceux-ci ont brossé l'image d'un pays où la population est appelée à donner son avis sur des sujets parfois très « techniques », les résultats du vote engendrant de temps à autre, selon les médias toujours, de bonnes surprises. Le sport ainsi que l'art et la culture ont suscité une plus grande attention des médias en 2021 que les autres années. La justice suisse a fait moins souvent l'objet de comptes-rendus en 2021 et ceux-ci se sont avérés nettement plus positifs que l'année précédente. Si la couverture médiatique souvent très critique en 2020 a sans doute engendré une perception négative de la justice suisse, cette perception ne semble pas devoir perdurer.

Les médias ont en outre moins souvent évoqué la pandémie de COVID-19 en Suisse qu'en 2020. Les commentaires parfois critiques de l'année précédente n'ont pas non plus terni l'image de la Suisse à long terme. La population étrangère a au contraire attribué d'excellentes notes à la Suisse pour sa gestion de la pandémie. Il est cependant possible que cette appréciation soit due davantage à la bonne réputation de la Suisse qu'aux mesures effectivement appliquées. Se classant 7^e sur 60 dans le Nation Brands Index (NBI), **la Suisse arrive en tête des pays de taille moyenne**. Elle se distingue en particulier dans la dimension de la gouvernance, qui reflète la capacité à gérer des crises. La population étrangère connaissant plutôt mal les détails concrets de la gestion de la crise liée au COVID-19 dans notre pays, le public fonde probablement son appréciation sur la bonne réputation de la Suisse. Comme la Suisse jouit depuis des années d'une bonne réputation à l'étranger, celle-ci exerce une influence positive sur la manière dont notre pays est perçu en rapport avec des domaines particuliers ou de nouvelles thématiques.

Dans l'ensemble, l'image de la Suisse à l'étranger en 2021 s'est avérée positive et variée. La Suisse a su mettre en évidence son rôle de partenaire fiable lors de tensions géopolitiques, ce qui lui a valu une très grande visibilité dans les médias étrangers.

Photos

Page 1

Le président de la Confédération suisse Guy Parmelin (C) pose pour une photo avec le président russe Vladimir Poutine (G) et le président américain Joe Biden avant leur rencontre à la «Villa la Grange» à Genève le 16 juin 2021 – © KEYSTONE/POOL/Denis Balibouse

Page 3

Politique européenne – © DFAE/Présence Suisse

Sommet de Genève – © KEYSTONE/POOL/Denis Balibouse

Page 4

Panneau de vote – © DFAE, Présence Suisse

Drapeau suisse et chinois – © DFAE, Présence Suisse

Page 5

Coronavirus Emoji – © Emojipedia

Credit Suisse Zürich – © DFAE, Présence Suisse / Sébastien Crettaz

Page 6

Fontaine de la Justice à Berne – © Wikimedia Commons user TheBernFiles

Capture © DR

Page 7

L'œuvre d'Alberto Giacometti intitulée «Trois hommes qui marchent», exposée à la Fondation Beyeler à Riehen, Suisse – © KEYSTONE / Georgios Kefalas

Grève des femmes – © www.14juni.ch / Union syndicale suisse

Drapeau argentin – © publicdomainvectors.org

Présence Suisse, au sein du Département fédéral des affaires étrangères DFAE, soutient la sauvegarde des intérêts de la Suisse en analysant l'image de la Suisse à l'étranger et en utilisant les instruments de communication à l'étranger. Il s'agit notamment des outils d'information et de communication, des projets à l'étranger, des voyages de délégations en Suisse et de la présence de la Suisse aux expositions mondiales et de la Maison de la Suisse aux grands événements internationaux.

Contact: DFAE, Présence Suisse, Bundesgasse 32, 3003 Berne, prs@eda.admin.ch